

“La seule solution, c’est plus d’Europe pour plus d’euro”

- L’ouvrage “L’euro, une utopie trahie ?” de Bruno Colmant a remporté le prix du livre politique.
- L’économiste évoque l’impasse dans laquelle se trouve un projet inabouti.
- Et partage ses intuitions sur le futur de la monnaie unique.

“L’euro a été conçu comme une monnaie de rentiers, au détriment du travail.”

Bruno Colmant

Docteur en économie appliquée et membre de l’Académie royale de Belgique, il est chef du service économique de la Banque Degroof Petercam.

Entretien Olivier le Bussy

L’économiste Bruno Colmant a reçu le prix de la foire du livre politique pour son ouvrage “L’euro, une utopie trahie ?” dimanche à Liège. Dans un entretien accordé à “La Libre”, il revient sur l’impasse dans laquelle se trouve la monnaie unique (de moins en moins commune), en exposant ses défauts, les divergences “philosophiques” des Etats membres sur l’euro et partage ses intuitions quant à l’avenir.

L’euro a été “vendu” comme un facteur de paix. Ce qui, selon vous, est un mythe...

Prétendre, comme on l’a dit, que l’euro devait sceller la paix entre les peuples n’a aucun sens : une population vieillissante ne fait pas la guerre. Quand on tire la synthèse des choses, on a conçu l’euro comme une monnaie d’épargnants dont on a voulu maintenir le pouvoir d’achat à tout prix, en limitant l’inflation. On a donc préservé la valeur du capital, par une monnaie désinflatée, au détriment du travail. La variable d’ajustement a été le chômage dans les pays du sud de l’Europe. Les Allemands leur ont imposé une dévaluation interne qui a catapulté le taux de chômage au-dessus de 20 %. La situation s’est améliorée, mais au prix d’une purge sociale effarante.

Les Etats du sud devront-ils, in fine, abandonner cette monnaie ?

Les déséquilibres sont devenus tels que si un pays devait quitter l’Union économique et monétaire, ce serait encore plus catastrophique pour lui que s’il y restait. On aurait pu arrêter l’euro après deux trois ans, mais plus aujourd’hui. La Banque centrale européenne (BCE) a réescompté 20 % des dettes publiques, qui sont mélangées dans la zone euro. Si un pays faible quittait la zone euro, ce serait une perte très importante pour la BCE, mais surtout pour toutes les banques. Et inversement, si un pays fort quittait, toutes ses créances seraient dépréciées. Il est trop tard pour faire marche arrière. Le vice de construction de l’euro est si profond qu’on n’arrive plus à faire marche arrière. Seule la fuite en avant est possible : plus d’Europe, pour plus d’euro.

Vous soulignez que les dettes publiques sont une bombe à retardement...

La dette existante, tant qu’elle est refinancée, ça va. Le vrai problème, c’est la dette cachée des pensions. Nous portons de manière consubstantielle un déséquilibre inhérent à nos économies. Après la guerre, on a eu vingt ans de baby-boom. Le papy-boom commence soixante-cinq ans plus tard, en 2010, mais il durera quarante ans et non vingt.

C’est pour ça que les Etats voudront que les taux d’intérêt restent bas. Les engagements sociaux sont tels qu’on ne peut

pas se permettre des taux élevés.

Viendra un moment où il faudra restructurer les dettes ?

Je le pense. Si on pouvait, comme au temps du franc belge, laisser augmenter l’inflation, cela nettoierait la dette dans le temps. Mais les Allemands ne le veulent pas, d’autant moins que leur propre dette diminue, en pourcentage et de manière nominale. La conséquence est que dans le futur, il faudra revoir l’Etat-providence et les surcroûts d’engagements sociaux qui découlent de l’après-guerre. La question est : comment solder la dette qui résulte de l’Etat-providence sans inflation ?

Cela va créer des tensions sociales et politiques...

Bien sûr. A fortiori que la demande de biens publics va augmenter dans le futur, parce qu’on a beaucoup plus de pensionnés, mais aussi un phénomène de pauvreté, beaucoup plus grave qu’on ne le pense, qui s’installe dans nos économies. C’est l’échec d’un système politique. L’Etat-providence va être entretenu par la moindre croissance qu’on a, parce qu’on ne va pas régler les problèmes des gens par une baisse d’allocations, une baisse de pension. Ça va être compliqué.

Les dirigeants européens se félicitent du retour de la croissance et de la baisse du taux de chômage. Pêchent-ils par optimisme ?

La croissance, pas gigantesque, revient en Europe. En six mois, la Commission a augmenté ses prévisions de croissance de 1,7 point à 2,2 – du jamais vu. Mais certains pays resteront plus fragiles que d’autres. Il faudra donc des politiques budgétaires différenciées selon ce que les choix politiques des pays et la situation de leur marché de l’emploi.

Les économies du nord et du sud finiront-elles par converger ?

Non. La zone euro restera une union monétaire sous-optimale, avec une monnaie trop faible pour le nord et trop forte pour le sud.

La seule porte de sortie, c’est une union de transferts entre Etats forts et faibles ?

... dont les Allemands ne veulent pas, depuis 1992. Il faut peut-être se projeter dans le temps, à vingt ans de distance. Peut-être que les choses vont se fluidifier. Pour les jeunes, il n’y a pas de retour en arrière, ils n’ont connu que l’euro. Finalement, cette monnaie, n’est pas un projet politique, mais le dernier dommage de guerre que les Allemands ont dû payer pour faire accepter la réunification. Il ne faut pas sous-estimer leur rancœur.

→ “L’euro, une utopie trahie ?”, par Bruno Colmant, éd. de la Renaissance du livre, 160 pp., env. 15 euros.

L’empreinte religieuse de l’euro

Vous écrivez que les pays catholiques et protestants n’ont pas la même conception de la monnaie. Cela a-t-il encore un impact, dans Europe sécularisée ?

L’ADN des peuples dure des centaines d’années et ne se gomme pas facilement. Il y a une vision protestante, qui estime que la monnaie doit se réévaluer par le travail. Dans les pays catholiques, c’est le rapport social entre le riche et le pauvre qui va déterminer la force de la monnaie. Et l’empreinte catholique conduit au fait que le riche n’étant pas aimé parce qu’il ne peut pas plaire à Dieu, l’amenuisement de la richesse par la dévaluation est toléré, pour ne pas dire souhaité. On a donc deux signifiants de la monnaie. C’est important, parce que la monnaie structure les rapports sociaux et les rapports d’échange.

L’autre élément est que chaque continent a ses traumatismes. Les Américains ont retenu de la Grande dépression (provoquée par le krach de 1929, Ndlr), que pour sortir d’une crise, il faut une monnaie faible pour relancer les exportations et accepter un déficit budgétaire. Les Allemands ont eu le traumatisme de l’hyperinflation de 1923, puis l’hyperdéflation dans le sillage de 1929 : le symbole de la monnaie a été pulvérisé. Lors de la crise, ils ont donc imposé aux Européens un euro fort et de surcroît une réduction du déficit budgétaire, alors qu’il aurait fallu l’augmenter. A force de ne pas vouloir d’inflation, on est tombé en déflation. Il a finalement fallu imprimer de la monnaie, ce que les Allemands ne voulaient pas. Ils ont été pris à leur propre piège.

EN BREF

Événement

Les artisans attirent les foules

Selon les informations recueillies par l'UCM sur le terrain, la 11^e Journée de l'artisan de ce dimanche devrait avoir dépassé le record d'affluence de 45 000 visiteurs établi l'an dernier. Près de 700 artisans ont ouvert leurs ateliers. C'est cinquante de plus qu'en 2016. Organisé depuis 2006 par le SPF Economie, avec le soutien du ministre des Indépendants et de l'UCM, l'événement a pour objectif de mettre en lumière le savoir-faire et le talent des milliers d'artisans actifs en Belgique. Il y aura une édition 2018, réservée pour la première fois aux artisans reconnus.

“Si le commerce du Royaume-Uni avec l'UE est régi par les règles de l'OMC, ce n'est pas la fin du monde.”

Roberto Azevedo

C'est ce qu'a déclaré le patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au journal britannique “The Sunday Telegraph”, même si cela pourrait entraîner *“des rigidités et des coûts”* pour ce pays, a-t-il ajouté. Sans accord commercial au moment de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, celui-ci se verrait appliquer les règles de l'OMC, c'est-à-dire des barrières douanières et tarifaires. *“Environ la moitié du commerce du Royaume-Uni est déjà soumise aux règles de l'OMC – avec les Etats-Unis, la Chine et plusieurs grands pays émergents où l'UE ne dispose pas d'accords commerciaux”*, a encore dit Roberto Azevedo, préférant toutefois la conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux parties. (AFP)

Energie

Le réacteur de Tihange 1 a été redémarré

Le réacteur nucléaire de Tihange 1, à l'arrêt depuis septembre pour une opération de maintenance, a été redémarré samedi, a indiqué la porte-parole d'Engie Electrabel à l'agence Belga. *“La centrale est reconnectée au réseau. La montée en puissance du réacteur est progressive”*, a-t-elle ajouté. (Belga)